

Ouest sont un stimulant additionnel pour nous faire hâter le développement du pays. Il nous importe d'activer toutes les industries productives du pays. Il nous faut de l'argent pour faire marcher les affaires, et pouvoir y compter ; d'après nos moyens acquis, nous n'avons pas lieu de craindre que les finances du pays ne soient autrement que dans une condition prospère, telles qu'elles sont aujourd'hui.

En ce qui concerne les Etats-Unis, qu'il me soit permis de dire, avant de changer de sujet, qu'en parcourant *The Forum*, il y a quelques jours, j'ai été grandement frappé d'une observation faite par l'un des hommes les plus marquants, qui est, en même temps, reconnu comme un statisticien hors ligne, au sujet du Canada. Voici en quels termes M. David A. Wells parle du Canada :

Au Canada, qui se trouve séparé de nous géographiquement, par une ligne imaginaire tracée vers le nord, il n'y a eu ni panique, ni une demande extraordinaire de fonds, ni d'arrêt dans l'industrie, ni de gêne dans le commerce, ni d'augmentation dans les taux d'intérêt ; en somme, tout est resté dans le cours ordinaire des choses, sauf le cas de contiguïté avec ce qu'on peut appeler un cyclone financier, qui, dans sa course destructive, a rasé son territoire, mais sans y pénétrer.

Une pareille opinion, M. l'Orateur, sur le Canada et le peuple canadien, et les perspectives ouvertes devant notre pays, exprimée par un statisticien aussi habile que l'est M. Wells, doit être extrêmement encourageante. C'est à ce point de vue que les hommes les plus distingués de la république voisine nous considèrent aujourd'hui. Ils s'instruisent par l'étude de nos institutions, ils viennent puiser aux sources de nos connaissances, et ils jugent de la valeur de nos institutions par la prospérité de notre peuple. J'espère que le jour n'est pas éloigné où ils disposeront leur tarif de manière à répondre, non seulement à leurs propres besoins, mais aussi à concourir avec nous dans l'affirmation des grands principes commerciaux sur le continent de l'Amérique du Nord.

En ce qui concerne l'imposant arbitrage qui vient d'avoir lieu, permettez-moi de dire, avant de conclure, que le peuple canadien doit être content et satisfait de ses résultats. Il n'existe aucun doute que cette difficulté a été réglée de la manière la plus satisfaisante pour le peuple du Canada. Nous avons vu avec orgueil le choix qui a été fait des plénipotentiaires dans notre pays, et nous savons que la manière dont ils ont traité toutes les questions qui leur ont été soumises, que la science et l'habileté qu'ils ont déployées, leur ont valu les suffrages, non seulement du peuple, mais encore de Sa Majesté. La question qui primait toutes les autres, dans cette conférence, était la question de la paix, et cette question a été réglée ; la paix a été assurée, et nous avons eu par là une manifestation frappante des progrès de la civilisation. Nous avons maintenant la navigation pélagienne ; plus de *mare clausum*. Nous savons qu'en 1885-86, une demi-douzaine de vaisseaux pêchant dans ces eaux capturèrent des phoques pour une valeur d'environ \$100,000, seulement, pendant qu'au cours de la conférence, une cinquantaine de navires entreprirent la campagne, et en rapportèrent pour une valeur d'environ \$500,000. Des rives de l'Asie à celles de l'Amérique, la navigation nous est librement ouverte, sauf une réserve de soixante milles autour des Iles Pribyloff, de sorte que l'énergie et l'habileté de nos hommes chargés de cette mission ont procuré à nos vaillants pêcheurs, l'occasion de

faire de bonnes affaires à leur profit en même temps que d'aider au développement des ressources du Canada. J'ai lieu de croire que le règlement de cette question est de nature à satisfaire le peuple canadien et à l'enorgueillir.

En ce qui concerne le tarif, nous savons que c'est une question irritante, et la Chambre saura bientôt comment elle devra être réglée. Aucun membre du cabinet ne m'a mis dans ses secrets, mais je crois que le peuple canadien vivant à côté d'un pays aussi hautement protégé et remarquable par le développement de ses industries, que l'est l'Union américaine, doit étudier toute la question du tarif à fond, avec calme, et sans parti pris. Ce n'est pas une question qui peut être réglée dans un jour. Il faut que nos revenus répondent à nos dépenses. Avec les principes du libre-échange, dans quels draps nous trouverions-nous ? Notre position serait la même que celle du peuple anglais, il nous faudrait recourir à la taxe directe. En Angleterre, il y a un impôt sur le revenu ; personne ne peut abattre un oiseau, ou simplement lui enlever une plume de la queue, sans être sujet à être taxé ; personne ne peut capturer un poisson dans le plus humble des cours d'eau, sans être taxé. Mais aujourd'hui, au Canada, nous pêchons et chassons librement. Et d'où nous vient cette liberté ? De ce que, il y a treize ans passés, les principes de protection, d'une protection modérée, pour répondre aux besoins de la population, et pour faire les affaires du pays, d'une protection ainsi disposée qu'elle ne pèse injustement sur aucune classe de la société, qu'elle ne contrecarre nullement les efforts des manufacturiers, mais qui favorise largement les intérêts généraux du pays et sa prospérité matérielle, ont été hautement proclamés. Et je suis convaincu que, lorsque le tarif sera soumis à la Chambre, les hommes de bon sens, habitant le Canada, concourront dans l'opinion exprimée par les membres du gouvernement, et que le tarif, pour notre pays, sera différentiel, à tel point, sera si bien appuyé sur ses principes, servira si bien les intérêts du peuple, qu'il satisfera toutes les classes de notre population.

En terminant, M. l'Orateur, je dirai que le Canada est un noble héritage qui nous a été transmis par la valeur des diverses nationalités qui constituent le peuple canadien. Nous avons un pays prospère, une population énergique, entreprenante et pleine de confiance en sa valeur ; et, à en juger par les traditions qui nous sont venues de nos ancêtres, je crois que nous pourrions parfaitement, comme peuple, faire de nous-mêmes notre propre chemin. Ce n'est pas tout d'avoir une population dense et une vaste étendue de pays. Si nous relisons les pages de l'histoire, qu'y voyons-nous ? Nous voyons les Indes, avec une population de deux cents millions, contrôlées par une poignée d'Anglo-Saxons ; la Chine, avec une population qui se chiffre par autant de millions qu'il y a de jours dans l'année, quelle influence exerce-t-elle sur la civilisation, sur les progrès de la société ou dans les conseils des nations ? Le Brésil et le Mexique, avec une population plus grande que celle du Canada—où trouvez-vous aujourd'hui l'influence qu'ils ont sur le monde ? Lorsque nous considérons le petit Canada, comme on l'appelle, avec nos cinq millions de population, qu'y trouvons-nous ? Nous y trouvons qu'il n'y a encore que quelques jours nos plénipotentiaires ont fait leur marque au siège de la science, à Paris, où ils ont rencontré ces autres grands conseillers et ils sont revenus parmi